



# UN RÉEL POUVOIR DES PEUPLES AUTOCHTONES SUR LEURS TERRITOIRES POUR UNE TRANSITION JUSTE

## LES ENJEUX POUR LES FEMMES

1. Cette fiche s'inspire largement des analyses et entretiens réalisés par la revue *Caminando* publiées par le Comité pour les droits humains en Amérique latine (CDHAL).
2. Intervention d'une participante lors de l'événement « L'extractivisme : modèle toxique et voies de sorties », 19 novembre 2018, cité dans « Femmes face à l'extractivisme. Défendre la vie, tisser la résistance ». *Caminando*, n° 33, p. 5.
3. Anaya, James, rapporteur spécial pour les droits des peuples autochtones aux Nations-Unies en 2011.
4. Propos de Melissa Mollen-Dupuis cités par Emilie Cola (2019). « Le frigo sans fond », *Le Devoir*, 12 décembre, p. A-7.
5. Propos cités par R.Tapias Torrado, Nancy (2018), « Femmes autochtones leaders de la défense des droits humains face aux mégaprojets en Amérique Latine », *Caminando*, n° 33., p. 45.

Les syndicats québécois sont de plus en plus interpellés par la transition écologique juste. Or, la justice climatique et une transition juste supposent, non seulement la défense des emplois des travailleuses et des travailleurs mais aussi, une véritable prise en compte des droits des peuples autochtones. Ceux-ci sont trop souvent bafoués par les projets de l'industrie extractive, notamment ceux présentés comme « verts », tel que les barrages hydroélectriques ou les centrales éoliennes. Le CISO lance une campagne qui se veut une réflexion sur le consentement préalable, libre et éclairé des peuples autochtones dans le cadre de la transition écologique juste. L'objectif est de réfléchir sur l'interaction entre respect des droits des peuples autochtones et transition écologique juste, en particulier en milieu syndical.

## FEMMES AUTOCHTONES FACE À L'EXTRACTIVISME<sup>1</sup>

« La richesse des empires a été générée par l'exploitation des corps et de la terre. L'extractivisme est le véhicule du capitalisme qui utilise toutes les formes d'oppression pour avancer.<sup>2</sup> »

« Les opérations des industries extractives représentent un des problèmes les plus urgents pour les peuples autochtones à l'échelle globale.<sup>3</sup> »

« Les dirigeants du Québec considèrent depuis longtemps la forêt comme un réfrigérateur géant, presque sans fond (...) Dans ma culture, on n'a pas un rapport de propriété au territoire, mais plutôt de responsabilité.<sup>4</sup> »

Ces trois citations nous renvoient à des réalités qui ne peuvent plus être occultées aujourd'hui. Depuis des siècles, des États coloniaux, et à leur suite des entreprises, se sont accaparés des territoires occupés par des populations autochtones et ce, au nom du pseudo progrès. Depuis des siècles, deux visions de la terre et du territoire s'affrontent.

D'un côté, la vision des peuples autochtones pour qui la terre nous est prêtée et avec laquelle nous entretenons une relation d'interdépendance. De l'autre, la vision des entreprises et des gouvernements pour qui la terre est une ressource exploitable qu'on peut vendre et acheter à n'importe quel prix.

Dans ce débat, les femmes autochtones jouent de plus en plus un rôle de leaders dans la défense des droits de leurs communautés et de leurs nations face aux mégaprojets des entreprises sur leurs territoires. Elles sont, pour reprendre les mots de l'une d'elles, conscientes « d'être les défenseuses d'aujourd'hui et les ancêtres des générations à venir<sup>5</sup> » et ce malgré tous les obstacles qui se dressent face à leur combat.



6. Femmes autochtones du Québec, Université McGill (2018). Femmes en résistance face à l'extractivisme, Analyse des enjeux soulevés lors de la rencontre internationale « Femmes en résistance face à l'extractivisme », Montréal, p.29.

7. Collectif Miradas Críticas des Territorio desde el Feminismo (2018). « (Re)configuration patriarcale des territoires: mégaprojets extractifs et lutte des femmes en Amérique latine », *Caminando*, n° 33. P.7.

8. Idem, p.8.



Murale, Montréal (Creative Commons CC0).

## LES PROJETS EXTRACTIVISTES TÉMOIGNENT DE L'EXCLUSION SYSTÉMIQUE DES FEMMES

Selon la Commission des Nations Unies sur le statut de la femme, il y aurait 185 millions de femmes autochtones dans le monde, membres de l'une des 5 000 différentes nations autochtones.

« Malgré les différences géographiques, historiques, culturelles et politiques, les femmes qui luttent face à l'extractivisme sont confrontées à des enjeux similaires<sup>6</sup> » :

- + Soumises à une double discrimination : être femmes et autochtones ;
- + Victimes de relations de domination par les entreprises et/ou l'État sur elles et la Nature ;
- + Exclues des lieux de consultation et des processus décisionnels sur les enjeux qui touchent le territoire et leur vie, les décisions s'obtenant trop souvent grâce à « la cooptation des leaders masculins par la logique extractive<sup>7</sup> » ;
- + Stigmatisées et isolées dans leur communauté si elles s'opposent aux projets extractifs ou en critiquent certains aspects ;
- + Reléguées dans « l'espace privé-domestique » par l'arrivée d'une main d'œuvre masculine extérieure aux communautés autochtones, jumelée à la militarisation du territoire par les forces de sécurité publique et privées, elles assistent à « une masculinisation du territoire<sup>8</sup> » ;
- + Cantonnées à un faible éventail d'emplois destinés aux femmes.



Rassemblement solidaire pour soutenir les Wet'suwet'en, Toronto, février 2020. Photo : Jason Hargrove.

## **LES PROJETS EXTRACTIVISTES AFFECTENT D'UNE MANIÈRE SPÉCIFIQUE LES FEMMES AUTOCHTONES**

- À la discrimination à l'emploi s'ajoutent le harcèlement au travail, les agressions sexuelles ;
- L'augmentation de la population masculine non autochtone sur le territoire entraîne une augmentation de la violence, l'exploitation sexuelle des femmes et des filles et l'augmentation des maladies transmises sexuellement ;
- Les projets extractivistes nécessitent régulièrement des déplacements forcés des populations avec pour conséquences le démantèlement des communautés, la désintégration des réseaux et la fragilisation des structures familiales ;
- Les projets extractivistes facilitent l'importation de drogue dans les communautés, ce qui a des incidences sur la criminalité au sein de celles-ci.
- Les conséquences de la déstructuration des structures familiales se manifestent notamment par l'augmentation de la violence conjugale dans les communautés affectées ;
- Les projets extractivistes ont pour effet de contaminer les terres et les cours d'eau, donc l'eau potable, avec tous les effets néfastes souvent irréversibles sur la pêche, la faune, la flore et la production agricole de subsistance ;
- La destruction du territoire et sa pollution entraînent des problèmes sociaux et de santé majeurs dans les communautés et nécessitent un investissement plus grand des femmes dans l'octroi des soins à leur famille ;
- La destruction des savoirs ancestraux et des activités d'autosuffisance alimentaires liées au mode de vie traditionnel entraînent une dépendance aux produits usinés ; elle rend difficile l'approvisionnement alimentaire des communautés et la capacité pour les femmes de nourrir et de s'occuper de leur famille.



## CRIMINALISATION ET VIOLATION DES DROITS FONDAMENTAUX

Les femmes qui défendent leur territoire sont jugées, accusées d'être contre le progrès et présentées comme criminelles par les entreprises et les gouvernements.

Toutes les tactiques de répression sont utilisées :

- Répression violente de la part des gardiens de sécurité des sites d'extraction ou des forêts, des policiers et des paramilitaires ;
- Surveillance illégale, interdictions de voyager, chantage, harcèlement sexuel et judiciaire, attaques violentes, menaces contre les personnes et leurs familles ;
- Emprisonnement sous de fausses accusations et ce, parfois pendant des années ;
- Assassinat de leaders et de porte-paroles :
  - + **Berta Cáceres**, militante écologiste connue pour son engagement à faire connaître les conséquences environnementales et sociales du projet hydroélectrique d'Agua Zarca est un des exemples connus. Co-fondatrice et porte-parole du Conseil civique des organisations populaires et autochtones du Honduras et leader du peuple autochtone Lenca, elle fut assassinée le 2 mars 2016. Malgré les menaces constantes, une de ses filles, Bertha Zuniga Cáceres, poursuit le combat.



Berta Cáceres



Murale de Berta Cáceres, Regents Canal Towpath, Camden, Angleterre. Photo: Loz Pycock.



## LA RÉSISTANCE DES FEMMES

« Il y a de nombreux rôles que les femmes de la Confédération iroquoise ont qui sont discrédités car les femmes sont marginalisées. De plus, pour les femmes autochtones, il y a une double-discrimination ; c'est une question d'être une femme et d'être autochtone. C'est un défi auquel nous faisons face au gouvernement d'Ottawa et du Québec.<sup>9</sup> »

9. Entrevue avec Ellen Gabriel réalisée en décembre 2019 par Amélie Nguyen, coordonnatrice du CISO.

10. Dagoberto Hernandez Acevedo (2018). « Participation des femmes à la gouvernance territoriale. L'expérience d'une leader péruvienne Yanesha Ashaninka ». *Caminando*, n° 33, p. 37.

11. International Indigenous Women's Forum (2019). « Indigenous women at the 62<sup>nd</sup> session of the Commission on the Status of Women », *The Indigenous world*, p. 600. (traduction libre).

La participation des femmes à la résistance contre les projets d'extactivisme et leur engagement à formuler des propositions concrètes de changement sont majeurs. Selon les contextes, les pays ou les enjeux, elles vont soit participer à des réunions, soit prendre la parole afin d'exprimer leur avis ou des recommandations ou encore s'engager plus activement et devenir des porte-paroles et des agentes de changement, bref des leaders dans leurs milieux.

Dans plusieurs pays d'Amérique latine, on assiste à « une féminisation de la ruralité, qui contribue à l'expansion de la participation des femmes dans des domaines où cela était auparavant impensable ; ainsi, il y a de plus en plus de femmes cheffes communales.<sup>10</sup> »

Ces engagements ne sont pas sans risques mais ils témoignent de la force de ces femmes dans leur combat pour la défense de leurs droits et la protection de la Terre-Mère. À ce chapitre, l'organisation *Indigenous Women's International Forum (IIWF/FIMI)* est cruciale. Parmi leurs recommandations, il faut retenir celle-ci :

- La reconnaissance que l'accès à la propriété et au contrôle des terres, du territoire et des ressources, ainsi que le consentement préalable, libre et éclairé sont des éléments cruciaux au renforcement des capacités et pour l'atteinte des objectifs de développement durable incluant la protection des droits des femmes autochtones.<sup>11</sup>



Murale d'Eliza Archie, Colombie britannique (Creative Commons CC0).

## QUELQUES EXEMPLES DE RÉSISTANCE:

- L'**Union latino-américaine des femmes** (Union Latinoamericana de Mujeres, ULAM) est un réseau régional composé de groupes et d'organisations dirigées par des femmes pour le bénéfice des femmes d'origine rurale et autochtone affectées socialement, culturellement et économiquement, par les pratiques et les politiques minières ;
- Au Mexique, « **les femmes fer de lance** » (*punta de lanza*) sont celles qui ont un fort leadership dans les collectifs, qui prennent part de façon cruciale dans les prises de décision et qui sont à l'origine de certaines actions » ;
- En Argentine, les **femmes mapuche** résistent à la fracturation hydraulique sur leur territoire violé par l'État, et ce, malgré que ce pays a ratifié en 2000 la Convention C-169 de l'Organisation internationale du travail ;
- Au Guatemala, la militante **Maya-Mam, Gregoria Crisanta Pérez**, est devenue en 2008 la cible d'une campagne de répression et emprisonnée pour avoir milité contre l'exploitation de la mine Marlin, une mine d'or à ciel ouvert, appartenant à l'entreprise minière canadienne Goldcorp Inc. qui spolait le territoire ancestral de sa communauté, dans la région de San Miguel d'Ixtahuacan. Elle poursuit toujours son combat ;
- Au Pérou, **Ruth Buendia** est la cheffe indigène ashaninka dans de la province de Satipo. En 2003, elle adhère à la Centrale ashaninka du fleuve Ene (C.A.R.E), une organisation autochtone qui défend les intérêts de 32 communautés vivant le long du Rio Ene. Elle a lutté en 2010 contre le projet de barrage hydroélectrique de la compagnie Pakitzapango Energía S.A.C. sur le Río Ene. Elle a obtenu en 2014 le Prix Goldman pour l'environnement ;
- Le groupe **All of women against Tar sands** fut initié en Colombie-Britannique en mars 2014 par les femmes autochtones. Leurs actions furent reprises par le *Collectif du Mur de femmes contre les oléoducs et les sables bitumineux* dans le cadre de la Marche mondiale des femmes en 2015.
- **Ellen Gabriel**, Katsitsakwas, est une artiste et militante de Kanesatà:ke. Elle a rejoint, en 1990 le mouvement qui luttait contre l'expansion du terrain de golf à Oka, au Québec, événement qui a finalement provoqué la crise d'Oka. Présidente de Femmes autochtones du Québec de 2001 à 2010, elle poursuit toujours son combat pour le respect des droits des peuples autochtones, particulièrement en ce qui concerne leur droit à leur territoire.



Ruth Buendia



Murale, Ontario (Creative Commons CC0)

#### Pour en savoir plus

- Le volume 30 de la revue *Caminando* « Résistances Féministes et populaires : alternatives à l'extractivisme » (2015) par le CDHAL.
- Le volume 33 de la revue *Caminando* « Femmes face à l'extractivisme : défendre la vie, tisser la résistance » (2018) par le CDHAL.
- Les fiches de la série *Un réel pouvoir des peuples autochtones sur leurs territoires pour une transition écologique juste* réalisées par le CISO :
  - + **Fiche 1 : Le consentement préalable, libre et éclairé**
  - + **Fiche 2 : Femmes autochtones face à l'extractivisme**
  - + **Fiche 3 : L'application du CPLE au Canada et au Québec : un enjeu pour les peuples autochtones**
  - + **Fiche 4 : Le CPLE et la résistance autochtone pour le territoire en Amérique latine**
- Le livre *Les voix politiques des femmes innues face à l'exploitation minière* (2018), par Catherine Delisle L'Heureux.

